

L'inflation

traitements et des salaires étant donné que les travailleurs de tous les pays demandent des augmentations de leur revenu pour pouvoir au moins suivre la hausse du coût de la vie. Dans sa publication Perspectives économiques de décembre 1974, dont j'ai parlé tout à l'heure, l'OCDE en est arrivé à une conclusion semblable. L'organisme déclare que, plus tôt cette année, c'est la hausse du prix du pétrole et d'autres produits qui a principalement contribué à favoriser l'inflation mais, à l'heure actuelle, c'est la hausse des salaires qui maintient l'inflation à un taux aussi élevé.

● (1550)

La hausse considérable des salaires et des traitements dans presque tous les pays est la réponse évidente à la brusque hausse du coût de la vie qui a surgi à cause des pressions inflationnistes internationales. Cela n'a rien de surprenant ni d'exceptionnel, ce n'est pas la première fois que cela se produit. Personne n'a envie de voir son niveau de vie restreint par l'inflation, pas même les députés. On peut s'attendre à ce que tous les Canadiens, y compris les députés, veuillent obtenir une hausse suffisante de leur revenu pour pouvoir au moins suivre la hausse des coûts. Le gouvernement comprend ce désir et l'appuie. Nous l'avons fait par des actes, et pas seulement en paroles. Nous avons fait plus que tout autre pays du monde, pour ainsi dire, en essayant d'atteindre les racines du problème inflationniste tout en nous efforçant de maintenir une croissance économique raisonnable et de compenser les effets néfastes de l'inflation sur les Canadiens, surtout ceux à revenu faible et moyen.

Permettez-moi de donner quelques exemples. Nous l'avons fait en adoptant une politique qui vise effectivement à favoriser l'accroissement de la capacité productrice et du rendement pour combattre l'inflation et accroître le nombre d'emplois; en accordant des dégrèvements fiscaux et d'autres stimulants propres à faciliter l'expansion des investissements dans les domaines de la fabrication et de la transformation; en adoptant des mesures pour maintenir et accélérer la construction de logements, stabiliser le revenu agricole et favoriser un accroissement de la production agricole.

Nous avons tenté de conserver une politique monétaire assez accommodante, cherchant à éviter la pression exercée par le crédit aux États-Unis. Nous avons essayé d'éviter les contrôles néfastes des salaires et des prix et à cet égard nous avons eu l'appui des Canadiens. Nous avons adopté un budget vigoureusement expansionniste en novembre pour compenser le fléchissement économique provoqué par la stagnation constante à l'étranger en accordant des stimulants sous forme d'abattements fiscaux plutôt que de dépenses accrues afin d'éviter une répercussion adverse sur l'inflation. Nous avons adopté depuis quelques années plus de mesures à longue portée que presque n'importe quel autre pays aux fins de compenser l'effet nocif de l'inflation sur les Canadiens, notamment sur ceux à revenus faibles ou moyens.

Nous avons adopté des politiques pour maintenir les revenus, notamment les revenus de ceux qui sont les plus durement frappés. Nous avons entièrement indexé les allocations familiales et les pensions de vieillesse. Nous avons indexé l'impôt sur le revenu des particuliers et adopté des mesures pour neutraliser l'érosion de la valeur des épargnes et pour encourager encore davantage l'épargne. Voici quelques exemples: la réduction de \$1,000 dans le cas des dividendes et du revenu tiré des intérêts, prévue dans le dernier budget, des réductions semblables sur le revenu tiré de régimes privés de pension et la déduction de \$1,000 pour certaines formes de contributions.

[M. Sharp.]

Je répète ce que j'ai déjà dit. Pas un pays au monde, je crois, a réussi mieux que le Canada, grâce aux mesures de très grande portée destinées à lutter contre l'inflation, de façon à minimiser leurs effets sur l'emploi. Le gouvernement était bien résolu à ne pas lutter contre l'inflation en créant du chômage. Nous avons pris toutes les mesures possibles pour aider l'emploi. La preuve que nous avons beaucoup mieux résolu ces problèmes que notre puissant voisin au sud réside dans le fait suivant: tandis qu'autrefois nous avons toujours reconnu que notre taux de chômage serait légèrement plus élevé que celui des États-Unis, aujourd'hui, il l'est beaucoup moins.

M. Stanfield: Tout n'est pas fini.

M. Sharp: Comme le chef de l'opposition (M. Stanfield) le dit, nous n'en sommes pas encore sortis. C'est pourquoi le gouvernement n'a jamais essayé de donner de faux espoirs. Nous avons été réalistes. Le premier ministre (M. Trudeau) a dit l'autre jour, en réponse à une question, qu'il était d'un optimisme prudent. C'est la bonne attitude dans les circonstances. Nous ne devons pas désespérer, mais être d'un optimisme prudent, car nous avons des raisons de l'être. Par contre, nous ne voulons pas faire croire qu'il n'y a pas de problèmes. Il y en a de sérieux.

M. Stanfield: Parlez-vous de consensus, Mitch.

M. Sharp: Mais oui, avant la fin de mon discours, j'aurai peut-être l'occasion d'en glisser un mot.

M. Hees: Nous vous accorderons plus de temps, si vous voulez en parler.

M. Sharp: Merci. Les mesures que j'ai décrites précédemment, qui ont été consolidées dans le budget de novembre, aideront non seulement à contrer les effets de l'inflation, mais à étayer solidement l'économie et à contrebalancer l'effet de la croissance ralentie à l'étranger. Cette croissance ralentie est un fait. On ne peut pas ne pas en tenir compte. Les États-Unis sont en récession et le taux de croissance en Europe est pratiquement nul. Il s'est affaibli. Nous n'y pouvons rien, mais nous devons réagir du mieux que nous le pouvons aux conditions de nos marchés extérieurs.

Les mesures que je viens de mentionner ont sûrement été fructueuses, puisqu'en 1974, le revenu disponible des particuliers, impôts directs déduits et compte tenu de l'inflation, avait augmenté de 3.3 p. 100 au Canada, alors qu'il avait diminué de 3.4 p. 100 aux États-Unis. En d'autres termes, les Canadiens ont vu le revenu disponible par habitant, compte tenu de l'inflation, augmenté de 3.3 p. 100 au Canada, alors qu'il diminuait de 3.4 p. 100 aux États-Unis. Voilà qui prouve bien le succès des vastes mesures que nous avons mises en œuvre pour lutter contre l'inflation.

M. Hees: Ne vous foulez pas le poignet à vous applaudir vous-même?

M. Sharp: Le gouvernement s'inquiète du danger éventuel que constituent les efforts de certains secteurs de notre économie pour obtenir bien plus que ce dont ils ont besoin pour faire face à la hausse du coût de la vie, en insistant pour obtenir, d'une façon ou d'une autre, des garanties de revenu pour l'avenir qui dépasseraient de beaucoup celles dont ils devraient avoir normalement besoin, au regard des taux prévisibles de l'inflation.

M. Stanfield: Vous voulez parler des dragueurs.

M. Sharp: Nous estimons que si des efforts semblables étaient déployés sur une grande échelle et étaient fruc-